LES DÉCOUVERTES DE GISEMENTS PÉTROLIERS OFFSHORE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE (MEDOR): UN NOUVEL ELDORADO?

[**Issue Number 112 - April 2020**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/112-d)

**Les découvertes de gisements pétroliers offshore en Méditerranée orientale (MEDOR): un nouvel eldorado?**  
Préparé par: Marie Aftimos  
Maitre de Conférences à l’Université Saint Joseph

**Introduction**

«Qu’est-ce que la Méditerranée? Mille choses à la fois, non pas un paysage, mais d’innombrables paysages, non pas une mer, mais une succession de mers, non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres». – Fernand Braudel[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn1" \o ").

Entre l’octroi officiel au consortium Total-ENI-Novatek de la licence pour débuter le forage dans le bloc 4 au large des côtes libanaises en décembre 2019 et l’accord entre la Grèce, Chypre et l’Israël pour débuter la construction du pipeline EastMed qui a pour objectif l’acheminement des hydrocarbures de la Méditerranée orientale vers l’Europe en janvier 2020 et le début de l’exportation du gaz naturel de l’Israël vers l’Egypte, l’exploitation des ressources premières offshore en Méditerranée orientale (MEDOR) est au cœur de l’actualité internationale. La MEDOR et ses riverains, malgré son espace restreint, se retrouvent plus que jamais au centre de préoccupations géopolitiques. En effet, l’exploitation des gisements pétroliers qui constitue une opportunité cruciale pour les pays riverains se heurte à des obstacles régionaux contemporains et historiques.

Dans quelle mesure pouvons-nous affirmer que les découvertes de gisements d’hydrocarbures offshore en Méditerranée orientale sont-elles confrontées aux tensions régionales: entre nouvel eldorado et obstacles régionaux?

**I- La MEDOR et ses richesses**

**De consommateur à producteur**

La MEDOR, malgré sa proximité avec des territoires riches en pétrole et en gaz, a toujours été une région essentiellement consommatrice. La région comptait sur des approvisionnements extérieurs en provenance du golfe Arabo-Persique à l’exception de quelques ressources terrestres, notamment en Syrie et en Egypte. «Le Proche-Orient fut longtemps considéré comme le parent pauvre du Moyen-Orient dans le domaine énergétique»[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn2" \o ").Récemment découvert en Méditerranée orientale, le nouveau potentiel levantin d’énergies fossiles offshore, sans être une réserve immense à l’échelle du globe représente tout de même l’équivalent des ressources de la Norvège[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn3" \o "). La première découverte du tout premier champ gazier (Mari-B) remonte à 1999 au large de la bande de Gaza. Mais l’exploitation n’a jamais débuté en raison du non accord entre l’Autorité palestinienne et Israël. C’est à partir de 2009 que le nombre de découvertes de gaz naturel s’accumulent en MEDOR dans ce que nous nommons aussi le bassin levantin. Elles s’inscrivent dans un contexte régional tendu. En effet, un nouveau champ gazier offshore est découvert au large des côtes israéliennes à Tamar par un consortium israélo-américain: une junior américaine (Noble Energy) et une entreprise locale. Grace à cette découverte, le pays est désormais en capacité de satisfaire sa demande pendant des décennies. Quelques mois après cette découverte, le bureau américain d’études géologiques s’intéresse aux ressources offshore en MEDOR et publie, en mars 2010, un rapport selon lequel il existerait plus de 3500 milliards de m3, soit près de dix 10 fois les quantités déjà découvertes[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn4" \o "). Et en effet, en 2010, la découverte du gisement du  Léviathan, estimé à 600 milliards de m3 de gaz, est annoncée. Ce champ permet à Israël de devenir un exportateur net d’énergie. Le gisement Aphrodite (200 milliards de m3), découvert en 2011, se situe dans les eaux chypriotes. En 2015, l’Egypte avec l’aide de la compagnie italienne ENI a découvert le champ gazier Zohr (850 milliards de m3)[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn5" \o "). Cette découverte est la dernière en date. Les quantités de ces gisements sont loin d’être négligeables à l’échelle d’une région fortement dépendante de ses importations d’hydrocarbures. Le Liban mise également sur de potentielles ressources gazières attirant des majors occidentales tels que Total et ENI ainsi que d’autres acteurs internationaux comme le groupe russe Novatek. L’exploration a tardé en raison des clivages politiques internes. Les champs gaziers de Méditerranée orientale couvrent par conséquent une vaste zone du Jourdain à Chypre et de Gaza à la côte méridionale de l’Anatolie. «En quelques années, par ses ressources prometteuses et par sa situation géographique, la Méditerranée orientale, qui présente seulement 2% des ressources mondiales de gaz naturel, est devenue un espace maritime sources d’enjeux énergétiques et économiques importants»[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn6" \o ").

Ces nouvelles découvertes vont donc modifier les configurations géopolitiques et énergétiques déjà existantes. Elles vont de même changer les stratégies énergétiques des Etats de la région ainsi que les relations diplomatiques avec les pays riverains. En effet, les Etats concernés cherchent à sécuriser cette variable stratégique, d’où la notion de sécurisation (forgée par les auteurs constructivistes de l’école de Copenhague). Cette dernière est définie par «la représentation de menaces existentielles donnant lieu à des politiques de défense ou d’hostilité, militaires ou non»[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn7" \o "). Dans les doctrines politico-militaires, la sécurisation des hydrocarbures offshore constitue un élément central et plus spécialement pour les Etats faisant face à un fragile équilibre interne. C’est le cas des pays du bassin levantin qui sont fortement dépendants aux apports exogènes dans le domaine énergétique. Les découvertes des gisements d’hydrocarbures en MEDOR constituent une opportunité, un nouvel eldorado pour les pays riverains. Elles leur confèrent de nombreux avantages relatifs à situation interne de chaque pays: in fine, les Etats concernés vont donc réduire leur dépendance énergétique, voire même acquérir l’indépendance et ont l’opportunité de devenir autosuffisant dans ce domaine. En ce qui concerne le Liban, l’exploitation de ressources de gaz permettrait de redresser les finances publiques en cessant d’accroitre le poids considérable de la dette. Pour Chypre, ces découvertes ont un double objectif: faire face à la très forte consommation d’électricité en raison de la croissance économique fondée sur les secteurs de la banque et du tourisme et définitivement sortir de la crise financière. Enfin, pour Israël, l’exploitation des champs lui a permis de sortir de son isolement et au manque de ressources énergétiques propres. Cela lui donne la possibilité de poursuivre son développement calqué sur le modèle occidental. L’Etat hébreu devient l’acteur énergétique incontournable de la région puisqu’il fournit déjà du gaz à l’Egypte et cherche d’autres débouchés dans la région malgré le fait que le Parlement jordanien a récemment voté l’interdiction de l’importation de gaz d’Israël.

Mais ces découvertes sont difficilement exploitables et attirent les convoitises externes. Premièrement, l’exploitation du gaz offshore requiert des infrastructures plus développées et couteuses que celle pour extraire le gaz onshore. Elle demande aussi des plateformes de forage et/ou des navires spéciaux. L’exploitation est un obstacle majeur pour les Etats qui n’ont pas les moyens financiers. La seconde limite est expliquée par la notion de «malédiction des ressources», aussi appelée «maladie hollandaise». Ce concept correspondrait à des Etats ou des régions abondantes en ressources naturelles surtout celles non-renouvelables comme les minerais ou les carburants tel que le pétrole, qui auraient tendance à avoir une croissance économique moins développée voire un développement pire que d'autres Etats qui ont moins de ressources naturelles. La théorie s’explique par le fait que le pays devient dépendant de sa seule ressource naturelle et une fois que cette dernière devient faible ou contrôlée par d’autres acteurs (étatiques ou non-étatiques), l’Etat en question perd cet avantage et connaît un appauvrissement, d’où la malédiction. En outre, le constat qui est aussi dressé est que tout pays qui possède des ressources pétrolières attire les convoitises, d’où les risques d’ingérence. L’attractivité de cette ressource pousse certains acteurs à vouloir s’approprier l’exploitation. Cela explique en partie la présence de la Chine, des Etats-Unis et de la Russie ainsi que des majors occidentales.

**D’importateur à exportateur**

En MEDOR, une nouvelle géopolitique se dessine. Au-delà de la quantité des ressources disponibles et des avantages internes que ces dernières offrent aux pays riverains, se pose la question des voies d’accès vers l’Europe, plus connue sous l’appellation de «géopolitique des tubes». «Les véritables enjeux de ces découvertes se situent donc sur le plan énergétique et économique, en permettant aux uns et aux autres de réduire leur dépendance via une production locale et, pour certains, de générer des profits en exportant une partie de leur réserve»[[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn8" \o ").

La MEDOR constitue une nouvelle voie énergétique vers l’Europe. Depuis près de deux ans, l’Union Européenne (UE) cherche à réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie plus particulièrement suite aux crises ukrainiennes. Pour l’UE, Moscou est présenté comme source de préoccupations. La sécurité énergétique européenne repose principalement sur deux acteurs: Gazprom et Novatek dans le gaz naturel liquéfié (GNL). L’Europe doit donc trouver une alternative énergétique, de nouvelles sources d’approvisionnements hors Russie. «A ce titre, les découvertes de nouveaux champs gaziers en Méditerranée orientale à la fin de la décennie 2000 ouvrent de nouvelles perspectives. Les découvertes au sein de l’UE (Chypre) et dans les pays proches (Israël et Egypte) sont une opportunité pour la sécurité énergétique du continent européen»[[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn9" \o ") comme le mentionne le rapport de la Commission européenne publié en 2014. Ce dernier met en place la stratégie à adopter et accorde une importance primordiale à la diversification vis-à-vis de la Russie.

«La position géographique de la Turquie au carrefour de l’Asie centrale, du Moyen-Orient et de l’Europe, entre pays producteurs d’hydrocarbures à l’Est et les pays consommateurs à l’Ouest, lui confère un rôle géostratégique majeur»[[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn10" \o "). La Turquie est un pays importateur et exportateur d’hydrocarbures. En 2008, l’UE choisit la Turquie comme pays de transit principal, ce qui la pousse à investir dans de nombreuses infrastructures gazières. Le rapport de la Commission européenne de 2014 insiste sur l’importance du Corridor sud-européen pour la connexion avec les hydrocarbures de la MEDOR. Ce Corridor se décompose en trois projets complémentaires: l’extension du gazoduc du sud-Caucase, le gazoduc Trans-Anatolie (TANAP) et le gazoduc Trans-Adriatique (TAP). L’approvisionnement de l’UE en gaz de la MEDOR ne peut pas se faire sans passer par ces gazoducs-là. Joe Macaron décrypte à L’Orient-le Jour que «la Turquie peut jouer un rôle perturbateur en affirmant que le gaz en Méditerranée orientale ne peut être exporté sans son consentement, et profiter de la situation pour demander au moins une part des revenus du gaz»[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn11" \o "). Ankara cherche à montrer qu’elle est présente sur le dossier des gisements d’hydrocarbures en MEDOR et que rien ne peut être réglé sans sa participation. Mais l’ambition turque de mettre en place un système d’exportation exclusivement centré sur elle-même est rapidement oubliée avec les évolutions géopolitiques régionales.

Le statut de la Turquie qui tente d’apparaitre comme le nouveau hub sud-européen lui est contestée. En effet, l’accord entre la Grèce, Chypre et l’Israël pour débuter la construction du pipeline EastMead – en se connectant au gazoduc Poséidon entre la Grèce et l’Italie - qui a pour objectif l’acheminement des hydrocarbures de la Méditerranée orientale vers l’Europe en janvier 2020 remet en question le rôle d’Ankara dans le domaine des exportations énergétiques. Ce projet permet de contourner la Turquie par le Sud pour arriver aux marchés européens. La Grèce est l’élément clé au sein de ce système via la construction des infrastructures adéquates. «Athènes, comme Ankara, cherche à mettre en place un système complet incluant terminaux GNL (Revithoussa et Alexandrouplis) et sites de stockage pour se positionner comme hub»[[12]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn12" \o "). Ceci permet à la Grèce de devenir un acteur incontournable dans le domaine des exportations énergétiques tout en assurant son redressement économique via les revenus. La place de la Grèce au sein du système EastMead-Poséidon engendre la concurrence avec la Turquie, affectant les relations régionales déjà dégradées. Le projet EastMead dessine une nouvelle géopolitique dont la Turquie est exclue.

**La territorialisation de la MEDOR à l’origine de nombreux équilibres stratégiques**

Face aux nouvelles découvertes, la territorialisation de la MEDOR constitue un enjeu primordial, à l’origine de nouveaux équilibres stratégiques. La volonté de «territorialiser» les espaces maritimes a pour but de placer les richesses sous la souveraineté des Etats. La liberté des mers défendue par Grotius, Mare liberum, a été remise en question pour adopter le Mare clausum. Cette prise de conscience repose sur le fait que «les mers et les océans ne sont pas infinis, leurs ressources ne sont pas inépuisables et leur capacité d’absorber les déchets de la terre est limitée»[[13]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn13" \o "). En mer, plusieurs domaines d’activités cohabitent: l’exploitation des énergies fossiles et halieutiques, les énergies marines renouvelables avec l’apparition de champs d’éoliennes, le transport maritime, les forces navales, la plaisance et les sports nautiques et cætera.

Il n’est pas possible de mettre de frontières, comme sur terre, en mer en raison de la fluidité des espaces. C’est pourquoi nous évoquons la notion de délimitation. Cette dernière est délicate et complexe de base et doit être gérée en bon sens avec compétence et plus spécialement lorsqu’elle est effectuée dans une zone crisogène comme la MEDOR. La territorialisation est ainsi placée sous l’égide du droit de la mer. En effet, la Convention de Montego Bay de 1982 aussi dite la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) entrée en vigueur en 1994, prône la délimitation de la zone économique exclusive (ZEE) qui s’étend jusqu’à 200 milles marins (370 km) du littoral de chaque pays. Il convient alors d’entendre par ZEE un espace maritime sur lequel un Etat côtier exerce des droits souverains en matière d’exploration et d’usage des ressources (partie V, articles 55 à 74 de la CNUDM). La ZEE doit être revendiquée par les pays concernés tandis que les «eaux intérieures» (lacs et eaux côtières courant jusqu’à la «ligne de base» définies par la moyenne des eaux à marée basse) et la «mer territoriale» (étendue jusqu’à 12 milles marins de côtes, l’Etat y jouit de la pleine souveraineté. Elle concerne les nappes d’eau, fond marin, sous-sol et espace aérien sur-jacent) leur sont reconnues de facto. C’est ainsi que la territorialisation, qui peut être considérée comme une revendication par les Etats côtiers de l’extension de leur juridiction sur les espaces maritimes selon la CNUDM, devient un enjeu stratégique face aux découvertes de gisements pétroliers en Méditerranée. Cette dernière a été épargnée de cette tendance afin de préserver les équilibres géostratégique dans le contexte de la Guerre froide. «Jusqu’en 1990, les Etats côtiers s’étaient majoritairement contentés de délimiter leurs mers territoriales et tout au plus des zones de protection de pêche (ZPP) ou des zones de protection écologique (ZPE)»[[14]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn14" \o ").

En ce qui concerne la MEDOR, six pays se partagent l’exclusivité économique des eaux: la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël, l’Egypte et Chypre. La bande de Gaza s’est vue délimiter une zone maritime d’exclusivité économique. Les récentes découvertes de gisements d’hydrocarbures ont poussé les Etats limitrophes a pensé à s’approprier la ZEE qu’il estime lui revenir. «Les réserves de gaz et la possibilité de nappes de pétrole attisent l’intérêt des gouvernements de la région, qui commencent à demander une délimitation plus exacte des frontières maritimes et des ZEE, jusqu’alors non fixées en Méditerranée»[[15]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn15" \o ").

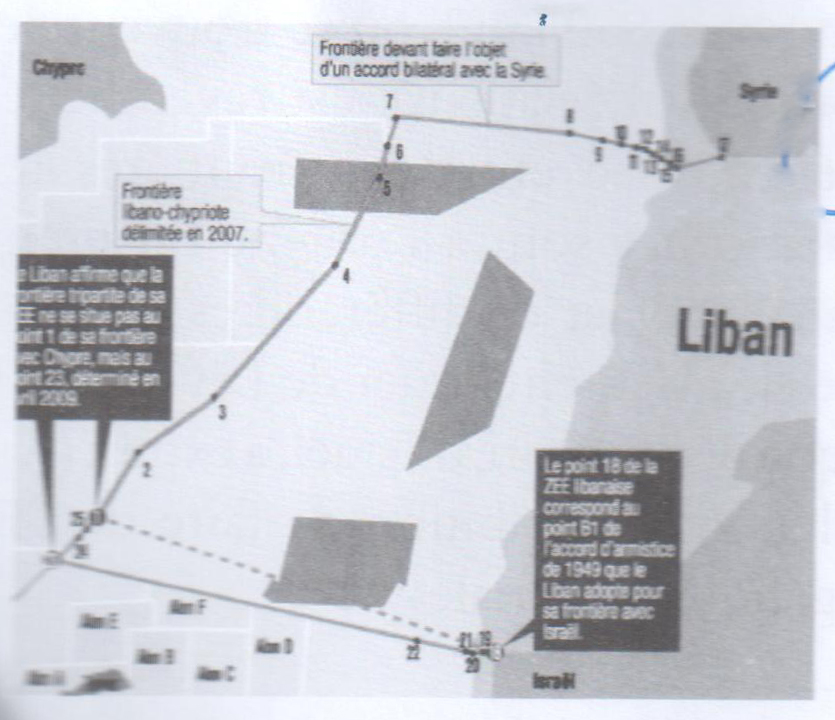
Un des problèmes réside dans le fait que seuls le Liban, l’Egypte et Chypre ont signé cette convention, ce qui ne facilite pas les opérations de délimitation. A cela s’ajoute que lorsque les lignes de base[[16]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn16" \o ") de deux Etats sont distantes à moins de 400 milles, la limite séparant leur ZEE doit être fixée d’un accord commun et faire l’objet d’une convention ou d’un traité bilatéral[[17]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn17" \o ") afin d’aboutir à une solution équitable (article 59). En effet, en MEDOR, les côtes des Etats sont adjacentes ou se font face. Le problème est alors double: la résolution des conflits par la voie diplomatique n’est pas possible puisque pas tous les Etats ont ratifié la Convention et que de différends territoriaux existent déjà entre la Turquie et Chypre ainsi que les Etats arabes et Israël malgré le fait que la CNUDM prévoit que les contentieux puissent être résolus de différentes manières: par des cours arbitrales compétentes en droit de la mer, réunies d’un commun accord par les parties, ou par le Tribunal international du droit de la mer installé à Hambourg (article 74, paragraphe 2), constitué conformément à l’annexe VI de la Convention, ou encore par la Cour internationale de justice (article 74, paragraphe 1)[[18]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn18" \o "). La territorialisation de la MEDOR qui repose sur la synergie entre les intérêts économiques relatifs à chaque pays riverain pour l’exploitation des richesses et des tensions géopolitiques préexistantes constitue donc un rapport de force entre les pays riverains.

**II- Des tensions autour de la délimitation: interdépendance entre limites maritimes et terrestres**

**Le litige israélo-libanais**

Le dossier d’exploitation des gisements d’hydrocarbures en MEDOR et la délimitation des frontières maritimes provoquent de nouveaux conflits entre le Liban et Israël et s’ajoutent aux relations déjà dégradées entre les deux camps. Pour la délimitation en mer lors d’un litige, les Etats s’opposent sur la règle d’équidistance de la frontière maritime aux côtes en se basant sur le droit. Cette notion «prévoit que la frontière maritime entre deux Etats est une ou plusieurs droites passant à équidistance de points pris sur la côte des deux Etats au niveau de leur frontière terrestre»[[19]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn19" \o "). L’équidistance est revendiquée tant par Beyrouth que par Tel-Aviv. Mais le principal problème réside dans le fait que la frontière terrestre n’est pas fixée avec précision. Par conséquent, les points de base ne sont pas établis et que la ligne d’équidistance varie de quelques degrés. Le principal objet du litige concerne le bloc 9 qui, selon Israël, relève de sa juridiction et vice versa. En raison de la variation de la ligne d’équidistance, une zone maritime de 850 km2, où se trouvent de considérables gisements (proche du Léviathan), est revendiquée par les deux Etats. L’interdépendance entre les frontières terrestres et les délimitations maritimes sont à l’origine du premier problème. Pour l’Etat libanais, régler ce différend est une course contre la montre puisque «le gisement gazier de Léviathan, plus important projet énergétique de l’histoire d’Israël, a extrait (…) ses premières vapeurs d’or bleu avec l’ambition de faire de l’Etat hébreu un puissance énergétique régionale»[[20]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn20" \o ").

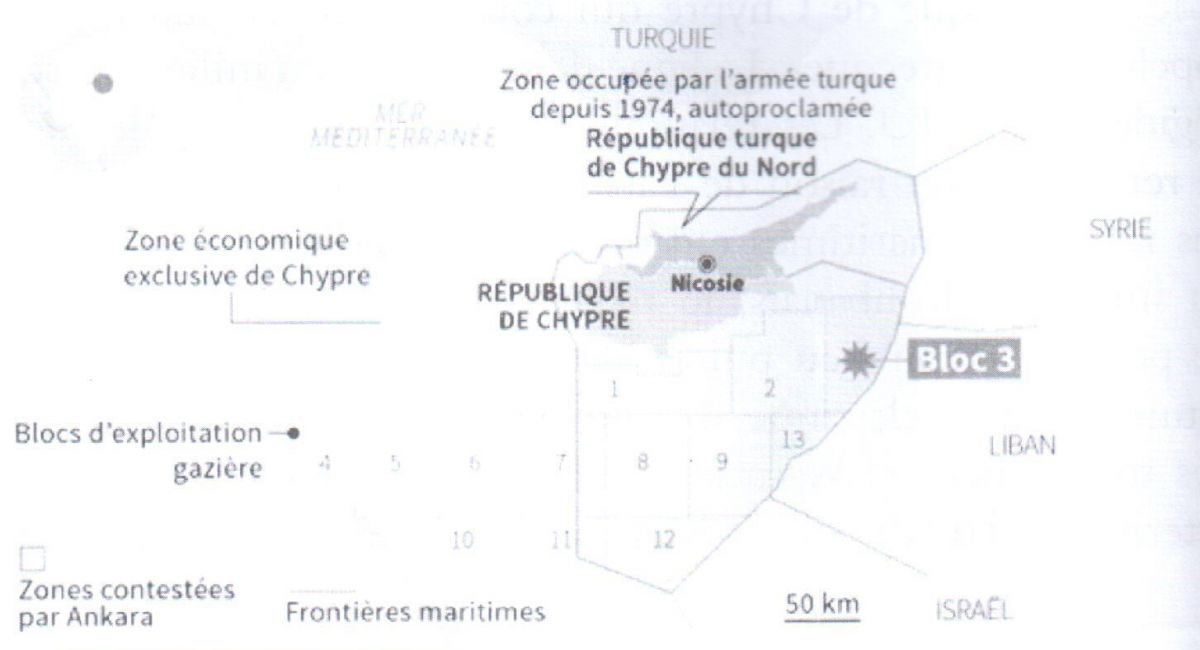
Par ailleurs, le litige israélo-libanais implique Chypre aussi. C’est ainsi qu’en 2007, un accord est trouvé entre le Liban et l’ile mais la limite Sud (qui implique donc Israël) n’a pas été précise et le gouvernement libanais n’a pas ratifié cet accord. L’article 3 de cet accord prévoit que «si l’une des parties entame des négociations pour délimiter sa zone économique exclusive avec un État tiers, au cas où cette délimitation concerne les coordonnées de ces deux points [1 et 7], il incombe à cette partie d'informer l'autre et de la consulter avant de parvenir à un accord définitif avec cet État tiers»[[21]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn21" \o "). Mais l’accord libano-chypriote est remis en cause en 2010 en raison du rapprochement entre Nicosie et Tel-Aviv. Un accord de délimitation est signé entre ces derniers en prenant comme limite Sud le point 1 (voir carte ci-dessous). Face à cela, le Liban trace de manière précise ses limites maritimes avec un «point tripartite» marquant les délimitations chypriotes, libanaises et israéliennes. Le Liban porte la question à l’ONU en demandant de régler ce litige. L’organisation internationale se montre incompétente sur ce dossier car le règlement doit se faire via des négociations bilatérales ou arbitrage externe. Actuellement, Israël se base sur la limite Sud issue de l’Accord de Chypre en traçant de manière unilatérale sa ZEE.



Ce contentieux maritime s’avère aussi difficile à résoudre. En effet, les relations diplomatiques entre les deux Etats sont gelées et Israël n’a pas ratifié le Convention de Montego Bay de 1982 (le Liban a signé la CNUDM en 1995). Comme Israël n’est pas signataire de la CNUDM, le tribunal international du droit de la mer (TIDM) ne pourrait pas intervenir dans le cadre de ce litige. De même que le recours à la CIJ ou à un arbitrage d’un tiers n’est pas envisageable car le Liban ne reconnait pas l’Etat hébreu. A l’heure où l’Etat hébreu a débuté l’exploitation du Léviathan, le Liban peine à délimiter sa zone maritime et retarde le début des premiers forages dans le bloc 4 en raison des crises internes qui touchent le pays des Cèdres.

**Les démêlés de Chypre avec la Turquie**

«Depuis 1974 et la partition de l’ile en deux, les différentes tentatives de réunification de Chypre, telles que le Plan Annan, n’ont jamais connu de succès. Mais ce conflit gelé est revenu sous les feux de l’actualité à la suite des découvertes d’importants gisements de gaz en Méditerranée orientale»[[22]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn22" \o "). Il est donc important de mentionner que depuis 1974 l’ile est divisée en deux: la République turque du Chypre du Nord (RTCN) et le République de Chypre qui couvre la partie sud de l’ile, appelée «zone grecque». La ligne de séparation au milieu est sous l’égide de l’ONU. Les relations déjà dégradées entre les deux se renforcent en raison de l’absence de délimitation complète des frontières maritimes entre Chypre et la RTCN. A l’instar du litige israélo-libanais, le règlement pacifique du différend ne peut pas avoir lieu puisqu’il est impossible d’avoir recours à une instance classique d’arbitrage ou d’arbitrage commune. Les trois modes classiques d’arbitrage et de recours (Tribunal International du droit de la Mer, la Cour Internationale de Justice et l’arbitrage extérieur) lors d’un différend maritime ne peuvent pas s’appliquer pour ce cas. En effet, Ankara ne reconnait pas la République de Chypre, sous l’argument que cette dernière représente le gouvernement des Grecs qui cherche l’exclusion de la communauté turque de l’ile. De plus, la RTNC n’est reconnu que par la Turquie et connait un isolement complet de la part de la communauté internationale. L’absence de reconnaissance des parties empêche d’avoir recours aux trois modes d’arbitrages ou de signer des accords bilatéraux. Un autre obstacle se pose aussi: le gouvernement turc n’a pas signé la Convention de Montego Bay «pour ne pas être forcé de réduire ses prétentions sur le plateau continental de Méditerranée»[[23]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn23" \o "). Le gouvernement turc considère avoir des droits sur les eaux grecques et chypriotes malgré les principes d’équité prônés par le droit international. Si une solution basée sur une ile réunifiée et fédérale est trouvée, il est convenu que les bénéfices des ressources naturelles seraient répartis de manière équitable entre les deux communautés, ce qui n’est pas le cas actuellement malgré les négociations à Crans-Montana (Suisse) en 2017. Par contre, les zones revendiquées par les deux entités se superposent rendant le litige plus difficile à résoudre.



Ces dernières années, les autorités chypriotes ont signé des contrats d’exploration avec des géants des hydrocarbures, des majors occidentales comme ENI, Total, l’américain ExxonMobil. Le champ gazier Aphrodite, proche du Léviathan (proche des côtes israéliennes) est pris en charge par le consortium Noble (américain) - Delek (israélien). Le géant japonais Kogas répond aussi présent aux appels d’offres. Mais la Turquie s’oppose à toute exploration et exploitation de ces ressources qui excluraient cette partie de Chypre. Ankara a récemment envoyé de manière unilatérale trois navires de forages au large de Chypre malgré les avertissements de Washington et les sanctions de l’UE. «L’UE prépare des sanctions ciblées contre les personnes ou les entités qui sont responsables d’activités de forage non autorisées d’hydrocarbures en Méditerranée orientale ou qui sont impliquées dans ces activités. Ces mesures devraient se traduire par une interdiction de pénétrer sur le territoire de l’Union ainsi que par un gel des avoirs et une interdiction de prêter des fonds»[[24]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn24" \o ") malgré le fait que la Turquie est le partenaire privilégiée de l’UE afin de réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie. Le cadre juridique de ses sanctions a été affiné en novembre 2019 et la prochaine étape consistera à nommer ces personnes ou entités visées, mais la procédure pour imposer les sanctions peu prendre plus de temps. De même que l’UE envisage de réduire les aides financières à la préadhésion d’Ankara à l’Union. Pour Nicosie, Ankara mène des activités de forge illégales dans le bloc 8 de la ZEE chypriote attribué aux sociétés européennes ENI et Total. Selon le droit international coutumier et de la mer, ces forages constituent une violation des droits souverains en matière d’exploration et d’usage des ressources de la République de Chypre. Cette dernière accuse la Turquie de devenir un «Etat pirate» en Méditerranée orientale. Ankara exerce la diplomatie de la canonnière (expression qui rappelle encore à que point la canonnière était symbole de la projection de puissance jusqu’au début du XXème siècle): en 2018, elle crée un incident majeur. En effet, des navires de guerres ont coupé la route à un navire de forage appartenant à la compagnie italienne, ENI, alors qu’il se dirigeait vers le bloc 3 de la ZEE chypriote pour débuter les forages. La Turquie cherche à devenir un hub énergétique régional lui permettant de projeter de plus en plus sa puissance et à compromettre le projet de gazoduc EastMead orienté vers l’Europe, porté par la Grèce, la République de Chypre et Israël.

**La sécurité des installations à l’heure des instabilités régionales**

«Un tel contexte géostratégique et économique porte en lui autant de germes de conflits ou de rivalités politiques et militaires, menaçant les équilibres régionaux, que d’espoirs de prospérité économique et de progrès social»[[25]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn25" \o "). Le gaz naturel est un produit fortement explosif. Une attaque sur un méthanier serait difficilement maitrisable et les conséquences seront désastreuses sur plusieurs niveaux (économiques, politiques, environnementales…). Nous avons assisté à un scénario presque similaire: lors de la guerre de 2006, l’aviation israélienne a bombardé la centrale de Jiyyeh au sud de Beyrouth, ce qui a provoqué une marée noire et une escalade des tensions. Les découvertes des gisements pétroliers en MEDOR s’ajoutent aux tensions récurrentes entre la Turquie et Chypre, le Liban et Israël et dans une moindre mesure Grèce et Turquie. La montée des tensions peut en effet provoquer le «chaos». Les avantages potentiels, aussi bien stratégiques qu’économiques, poussent les Etats à entreprendre de nombreuses démarches afin de s’imposer comme le hub énergétique régional. «Cette situation de compétition économique se surimpose aux frictions géopolitiques et induit depuis 2018, une escalade dont les développements restent imprévisibles»[[26]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn26" \o ").

L’évolution des différentes marines régionales est révélatrice et met de côté l’option de coopération interétatique dans le domaine énergétique. Les tensions semblent donc être réglées par des moyens coercitifs (militaires) et non pas par le biais des accords. La diplomatie de la canonnière est employée au détriment du droit international. C’est dans ce contexte que les marines cherchent à augmenter leurs capacités opérationnelles afin de sécuriser leurs gisements pétroliers. Cette situation met en exergue la notion du «dilemme de sécurité» utilisée en théorie des relations internationales. Elle est définie par le fait qu’un Etat accroit sa puissance militaire pour garantir sa sécurité, ce qui est perçu comme une menace par un autre Etat, qui à son tour renforcer sa puissance militaire. Ce concept s’applique parfaitement à la zone de la MEDOR et plus particulièrement suite aux récentes  découvertes de gisements pétroliers offshores. En ce qui concerne l’Etat hébreu, leur marine a pour objectif principal la protection des infrastructures nationales. Mais il est certain que nous assisterons à un renforcement de ses missions au regard de l’importance des champs gaziers en MEDOR et plus spécialement du Léviathan. Israël a déployé sa marine au niveau des forages contestés, à la limite des deux ZEE. «A ce titre, quatre futures corvettes de classe «Saa’r 6 » sont faites pour renforcer les capacités de la marine israélienne, sans compter les sous-marins achetés à l’Allemagne»[[27]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn27" \o "). L’évolution capacitaire la plus surprenante est celle de la marine turque. «Alors que la marine turque était restée dans l’ensemble un outil de défense côtier, les programmes industriels en cours, dans les chantiers navals turcs comme à l’étranger, destinent cette marine à servir de force d’intervention à long rayon d’action»[[28]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn28" \o "). L’objectif d’Ankara est de faire de sa marine la première force de la région d’ici 2020-2025. Pour cela, elle se dote de programmes de corvettes et frégates Miglem et TF-200, l’acquisition d’un porte-aéronefs auprès de l’Espagne et de six sous-marins Types 124 commandés à l’Allemagne tout en renforçant aussi ses capacités de ravitaillement à la mer[[29]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn29" \o "). «C’est dans ce contexte que, pour la première fois, les forces turques ont déployé un drone tactique Bayraktar TB2, pouvant être armé de missiles anti-char UMTAS, à Gecitakle, dans la région de Famagouste, la capitale de la RTCN»[[30]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn30" \o "). Le déploiement de ce drone tactique fait suite à décision du président turc en septembre 2018 de renforcer la présence militaire turque en RTCN.

Face aux deux «grands», le Liban et Chypre n’ont pas les moyens de rivaliser. La flotte libanaise est essentiellement constituée de patrouilleurs et de vedettes rapides. L’ile est quant à elle dépourvue de Marine. Sa principale mission est la protection côtière, l’assistance à a population et la lutte contre les trafics au sud de l’ile. Mais face à son rival turc militairement présent au nord de l’ile depuis 1974 et aux différends liés aux récentes découvertes de gisements pétroliers en MEDOR, Nicosie a signé en février 2012 un accord de coopération militaire avec Tel-Aviv qui permet à ce dernier de survoler et de naviguer sur le territoire chypriote. Cet accord a pour objectif de dissuader la Turquie d’attaquer les installations chypriotes. «En un peu moins de deux ans, les relations entre Israël et la Turquie, déjà très fragilisées après l’épisode de la flottille en mai 2010[[31]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn31" \o "), se sont considérablement dégradées essentiellement au sujet du gaz en mer»[[32]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftn32" \o "). Nous pouvons nous demander de la position américaine vis-à-vis de la dégradation des relations entre ces deux principaux alliés au Moyen-Orient. Cette montée en tension façonne de nouvelles alliances. Les acteurs concernés par ce jeu tant économique que politique rivalisent pour régler leurs différends maritimes et identifier la meilleure route pour exporter leur gaz vers l’Europe afin de devenir le hub énergétique régional.

En conclusion, les découvertes des gisements pétroliers en MEDOR constituent une importante opportunité économique et stratégique pour les pays concernés. Elles leur permettent dans un premier temps de réduire leur dépendance vis-à-vis des Etats producteurs et d’atteindre dans un temps long l’autosuffisance énergétique: les Etats concernés du bassin levantin seront donc producteurs d’hydrocarbures. Cette nouvelle dynamique a poussé les Etats à redéfinir leur stratégie afin de sécuriser cette ressource énergétique qui se fait de plus en plus rare. Par ailleurs, nous assistons à une nouvelle géopolitique qui se dessine. L’Europe qui cherche à contourner le gaz russe voit en la MEDOR une alternative. La course à l’exportation est donc ouverte avec des projets concurrents mettant en exergue les calculs politiques sous-jacents. Ankara cherche à devenir le hub énergétique régional et obtenir l’exclusivité du transit vers l’Europe. Cette ambition est remise en cause par le projet EastMead qui exclue la Turquie du jeu géopolitique. La MEDOR est certes un nouvel eldorado dans le domaine énergétique mais elle se heurte à des nombreux obstacles régionaux et à des conflits historiques qui sont ravivés. La territorialisation devient un enjeu stratégique remodelant les alliances au Moyen-Orient. Elle se heurte au fait que pas tous les Etats concernés sont signataires de la Convention de Montego Bay de 1982, rendant donc presque impossible le règlement des différends par un mécanisme juridique prévu par cette convention. Les litiges entre le Liban-Israël et la Turquie-Chypre sont accélérés suite aux découvertes des gisements pétroliers. Assisterons-nous donc à la coopération entre les pays riverains dans le domaine énergétique ou à des évolutions militaires? Le scénario actuel tend à être décrit comme un «chaos» principalement expliqué par l’évolution des marines. La mare nostrum des romains devient actuellement le théâtre opérationnel à l’échelle mondiale, d’où la présence des Etats-Unis, de la Russie et dans une moindre mesure la Chine.

**Bibliographie**

**Ouvrage**

- BRAUDEL Fernand, La Méditerranée. L’espace et l’Histoire, Paris, Arts et Métiers Géographiques, 1977, 222 pages.

**Articles scientifiques**

- AMSELLEM David, «Le gaz comme élément de réorientation des alliances géopolitiques en Méditerranée orientale», dans Hérodote, n.148, janvier 2013, pages 117-121. https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-1-page-117.html.

- AMSELLEM David, «Méditerranée Orientale: de l’eau dans le gaz», dans Politique étrangère, avril 2016, pages 61 à 72. https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-4-page-61.htm?contenu=resume.

- CESM, «Le gaz levantin, une aubaine pour la Méditerranée toute entière», dans Brèves Marines, n.127, novembre 2018, pages 1-2. https://cesm.marine.defense.gouv.fr/index.php/18-accueil/112-breve-marine-n-217-le-gaz-levantin-une-aubaine-pour-la-mediterranee-tout-entiere.

- DEZERAUD Philippe, PELLEN-BLIN Martine et VALIN Gérard, «La territorialisation de la Méditerranée à l’origine de nouveaux équilibres stratégiques», dans Revue de Défense Nationale, n.188, Eté 2019, pages 17-26.

- FURFARI Samuel, «Les frontières maritimes en Méditerranée: Aspects juridiques et enjeu énergétique», dans La Nouvelle Revue Géopolitique, numéro Trimestriel Octobre-Novembre-Décembre 2013, pages 71-79. https://www.revue-internationale.com/2013/11/les-frontieres-maritimes-en-mediterranee-aspects-juridiques-et-enjeu-energetique.

- MAZZUCHI Nicolas, «Méditerranée orientale: les hydrocarbures de la discorde», dans Revue de Défense Nationale, n.822, Eté 2019, pages 27-32.

- REBIERE Noémie, «De la Caspienne à la Turquie: les enjeux du corridor gazier sud-européen», dans Hérodote, n.155, avril 2014, pages 80-97. https://www.cairn.info/revue-herodote-2014-4-page-80.html.

**Articles de presse**

- «Israël: début de la production du méga-projet gazier Léviathan», dans L’Orient-le Jour, 1er janvier 2020. https://www.lorientlejour.com/article/1200452/israel-debut-de-la-production-du-mega-projet-gazier-leviathan.html.

- LAGNEAU Laurent, «La République de Chypre accuse la Turquie d’être un Etats pirate en Méditerranée orientale», dans Opex360, 20 janvier 2020. http://www.opex360.com/2020/01/20/la-republique-de-chypre-accuse-la-turquie-detre-un-etat-pirate-en-mediterranee-orientale.

- LAGNEAU Laurent, «Les forces turques déploient un drone pouvant être armé à Chypre-Nord, dans Opex360, 16 décembre 2019. http://www.opex360.com/2019/12/16/les-forces-turques-deploient-un-drone-pouvant-etre-arme-a-chypre-nord.

- RIZK Sibylle «Les dessous du nouveau litige frontalier entre le Liban et Israël», Le Commerce du Levant, 2 septembre 2011. https://www.lecommercedulevant.com/article/19336-les-dessous-du-nouveau-litige-frontalier-entre-le-liban-et-isral.

- SAIKALI Elie et SAMRANI Anthony, «La Méditerranée orientale, une nouvelle géopolitique», dans L’Orient-le Jour, 22 janvier 2020. https://www.lorientlejour.com/article/1203345/en-mediterranee-orientale-une-nouvelle-geopolitique-se-dessine.html.

**Rapports**

- Auditeurs de la 29ème Session méditerranéenne des hautes études stratégiques, «Les conséquences géopolitiques de l’exploitation des gisements d’hydrocarbures en Méditerranée orientale», publication de la Fondation Méditerranéenne d’Etudes Stratégiques, novembre 2019, 106 pages.  http://fmes-france.org/smhes-les-consequences-geopolitiques-de-lexploitation-des-gisements-dhydrocarbures-en-mediterranee-orientale.

- HUET Guillaume, «La découverte de gaz offshore en Méditerranée orientale: nouveau défi pour la stabilité du Proche-Orient», publications du Centre d’études supérieures de la Marine, février 2013, 41 pages.

- USGS, «Assesment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean», mars 2010, 2 pages. https://pubs.usgs.gov/fs/2010/3014.

**Fiche**

- DJEBBI Sihem, «Les complexes régionaux de sécurité», Fiche de l’IRSEM, n° 5, mai 2010, 9 pages. http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?article74.

[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref1" \o ")-  Fernand BRAUDEL, La Méditerranée. L’espace et l’histoire, Paris, Arts et Métiers Géographiques, 1977, p.8.

[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref2" \o ")-  David AMSELLEM, «La Méditerranée Orientale: de l’eau dans le gaz?», Politique étrangère, avril 2016, pp.61 à 72, p.61.

[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref3" \o ")-  Philippe DEZERAUD, Martine Pellen-Blin et Gérard VALIN, «La territorialisation de la Méditerranée à l’origine de nouveaux équilibres stratégiques», Revue de Défense Nationale, n.822, Eté 2019, pp.17-26, p.21.

[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref4" \o ")-  USGS, «Assesment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean», mars 2010. https://pubs.usgs.gov/fs/2010/3014.

[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref5" \o ")-  Nicolas MAZZUCHI, «Méditerranée orientale: les hydrocarbures de la discorde», Revue de Défense Nationale, n.822, Eté 2019, pp.27-32, p.29.

[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref6" \o ")-  Auteurs de la 29ème session méditerranéenne des hautes études stratégiques, «Les conséquences géopolitiques de l’exploitation des gisements d’hydrocarbures en Méditerranée orientale, FMES, septembre 2019, p.13.

[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref7" \o ")-  Sihem DJEBBI, «Les complexes régionaux de sécurité», Fiche de l’IRSEM, n° 5, mai 2010, pp.1-9, p.1.

[[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref8" \o ")-  AMSELLEM D, op.cit, p.13.

[[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref9" \o ")-  MAZZUCHI N, op.cit, p.27.

[[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref10" \o ")- Noémie REBIERE, «De la Caspienne à la Turquie: les enjeux du corridor gazier sud-européen», Hérodote, n.155, avril 2014, pp.80-97, p.84.

[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref11" \o ")- Elie SAIKALI et Anthony SAMRANI, «La Méditerranée orientale, une nouvelle géopolitique», L’Orient-le Jour, 22 janvier 2020 (consulté le 22 janvier 2020). https://www.lorientlejour.com/article/1203345/en-mediterranee-orientale-une-nouvelle-geopolitique-se-dessine.html.

[[12]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref12" \o ")- MAZZUCHI N, ibid, p.31.

[[13]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref13" \o ")- DEZERAUD P, PELLEN- BLIN M et VALIN G, op.cit, p.18.

[[14]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref14" \o ")- Ibid, p.19.

[[15]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref15" \o ")- Guillaume HUET, «La découverte de gaz offshore en Méditerranée orientale».

[[16]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref16" \o ")- La ligne de base est définie comme la limite géographique pour un Etat côtier, qui sépare son domaine émergé du domaine maritime. Au-delà de la ligne de base commencent les eaux territoriales.

[[17]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref17" \o ")- Samuel FURFARI, «Les frontières maritimes en Méditerranée: Aspects juridiques et enjeu énergétique», La Nouvelle Revue Géopolitique, numéro Trimestriel Octobre-Novembre-Décembre 2013, pp.71-79, p.73.

[[18]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref18" \o ")- Ibid, p.73.

[[19]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref19" \o ")- HUET G, op.cit, p.21.

[[20]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref20" \o ")- Israël: début de la production du méga-projet gazier Léviathan», L’Orient-le Jour, 1er janvier 2020 (consulté le 23 janvier 2020). https://www.lorientlejour.com/article/1200452/israel-debut-de-la-production-du-mega-projet-gazier-leviathan.html.

[[21]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref21" \o ")- Sibylle RIZK, «Les dessous du nouveau litige frontalier entre le Liban et Israël», Le Commerce du Levant, 2 septembre 2011 (consulté le 23 janvier 2020). https://www.lecommercedulevant.com/article/19336-les-dessous-du-nouveau-litige-frontalier-entre-le-liban-et-isral.

[[22]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref22" \o ")- CESM, «Le gaz levantin, une aubaine pour la Méditerranée toute entière», Brèves Marines, n.127, novembre 2018, p.1.

[[23]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref23" \o ")- HUET G, ibid, p.25.

[[24]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref24" \o ")- Laurent LAGNEAU,«La République de Chypre accuse la Turquie d’être un Etats pirate en Méditerranée orientale», Opex360, 20 janvier 2020 (consulté le 24 janvier 2020). http://www.opex360.com/2020/01/20/la-republique-de-chypre-accuse-la-turquie-detre-un-etat-pirate-en-mediterranee-orientale.

[[25]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref25" \o ")- FMES, ibid, p.19.

[[26]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref26" \o ")- MAZZUCHJI N, ibid, p.31.

[[27]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref27" \o ")- Ibid, p.32.

[[28]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref28" \o ")- Ibid, p.32.

[[29]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref29" \o ")- Ibid, p.32.

[[30]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref30" \o ")- Laurent LAGNEAU, «Les forces turques déploient un drone pouvant être armé à Chypre-Nord, Opex360, 16 décembre 2019 (consulté le 25 janvier 2020). http://www.opex360.com/2019/12/16/les-forces-turques-deploient-un-drone-pouvant-etre-arme-a-chypre-nord.

[[31]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref31" \o ")- L’abordage de la flottille pour Gaza est une opération de l’armée israélienne du 31 mai 2010 dirigée, en haute mer, contre une flottille de bateaux de militants pro-palestiniens qui tentaient de briser le blocus de la bande de Gaza. Le convoi compte huit navires dont un turc.

[[32]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-d%C3%A9couvertes-de-gisements-p%C3%A9troliers-offshore-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-orientale-medor-un-nouvel" \l "_ftnref32" \o ")- David AMSELLEM, «Le gaz comme élément de réorientation des alliances géopolitiques en Méditerranée orientale», Hérodote, n.148, janvier 2013, pp.117-121, p.120.

**اكتشافات الرواسب الهيدروكربونية البحرية في منطقة شرق البحر الأبيض المتوسط: الدورادو جديد**

إن الشرق الأوسط الذي يُنظر إليه على أنه من البلدان الأفقر نسبيًا في مجال الطاقة، وخاصة منطقة شرق البحر الأبيض المتوسط "MEDOR"، وعلى الرغم من قربه من الأراضي الغنية بالنفط والغاز، يظل دومًا منطقة استهلاكية إلى حد كبير. ولكن الاكتشافات الأخيرة في الرواسب الهيدروكربونية البحرية تثيرالتساؤلات حول التكوينات الجيوسياسية وتشكيلات الطاقة القائمة بالفعل في هذه المنطقة، والتي تعد واحدة من أكثر التكوينات هشاشة في العالم. والواقع أن "MEDOR" والبلدان المجاورة على الرغم من مساحتها المحدودة، أصبحوا أكثر من أي وقت مضى في مركز الاهتمامات الجيوسياسية. وإن استغلال احتياطيات النفط التي تشكّل فرصة حاسمة للبلدان المطلة على البحر الأبيض المتوسط يواجه عقبات إقليمية معاصرة وتاريخية.

ويمثّل اكتشاف حقول النفط في "MEDOR" فرصة اقتصادية كبيرة للبلدان المعنية. وتسعى هذه الأخيرة إلى تعديل عقيدتها السياسية العسكرية من أجل تأمين هذا المتغير الاستراتيجي. فهي تسمح لها بالحد من اعتمادها على الدول المنتجة وتحقيق الاكتفاء الذاتي من الطاقة على مدى طويل. وهو يعيد أيضًا رسم الجغرافيا السياسية الإقليمية والعالمية للطاقة: وترى أوروبا أن "MEDOR" بديل للغاز الروسي.

"MEDOR" هي عبارة عن الدورادو جديد في مجال الطاقة، ولكن استغلال هذا المورد يواجه العديد من العقبات التقنية ويؤدي إلى تأجيج الصراعات التاريخية. والقضية الأولى هي الحاجة إلى ترسيم الحدود الإقليمية البرية من جانب البلدان المطلة على البحر الأبيض المتوسط. إن الجمع بين الحدود البرية والبحرية يجعل التحدي ذا شقَّين. وفي هذا السياق وبعد الاكتشافات الأخيرة، تتسارع النزاعات بين لبنان وإسرائيل، فضلًاعن تركيا وقبرص. تتعارض تحديد الحدود الإقليمية أيضًا مع حقيقة أن كل الدول المعنية ليست جميعها موقّعة على اتفاقية MontegoBay في العام 1982، مما يجعل من المستحيل تقريبًا تسوية المنازعات بواسطة تلك الآلية القانونية التي تنص عليها تلك الاتفاقية.